

Via [le site de Mediapart](#)

Sophie Djigo, enseignante de philosophie en classe préparatoire à Valenciennes, a été la cible d'une campagne en ligne parce qu'elle organisait une sortie pédagogique auprès d'une association d'aide aux migrants à Calais. Dans un entretien à Mediapart, elle demande à l'Éducation nationale de « protéger les collègues ».

[Célia Mebroukine](#)

La sortie scolaire qu'elle devait faire avec sa classe d'Hypokhâgne du lycée Watteau de Valenciennes est devenue un symbole, et elle, une cible. L'enseignante Sophie Djigo a porté plainte mercredi 7 décembre pour « cyberharcèlement », suite à des menaces de morts. Le rectorat de Lille avait déjà fait de même.

La professeure de philosophie avait prévu de faire rencontrer à ses élèves une association d'aide aux migrants de Calais, L'Auberge des migrants, dans le cadre d'un projet pédagogique interdisciplinaire intitulé « exil et frontières ». Mais elle a été contrainte de renoncer, après que les détails de la sortie ont été livrés sur les réseaux sociaux par le « réseau parents vigilants » proche du parti d'Éric Zemmour Reconquête, suscitant de nombreuses réactions en ligne et sur certains sites d'extrême droite.

Dans [une tribune](#) publiée lundi par Le Monde, un collectif de plus de mille personnes, issues principalement de la recherche et de l'enseignement, a pris position en faveur de Sophie Djigo, désignée « *explicitement comme corruptrice de la jeunesse par son activité enseignante* » par Reconquête et le RN. Mediapart a rencontré l'enseignante.

Mediapart : Quel était le but de cette sortie pédagogique à Calais ?

Sophie Djigo : L'objectif était d'initier - modestement - mes étudiants aux méthodes des sciences sociales. Ils sont en première année de classe préparatoire et ils se destinent à des études de recherche : soit ils vont devenir normaliens, soit ils vont poursuivre à l'université. L'idée était de leur montrer grossièrement les trois méthodes phares : l'observation participante, l'observation et l'entretien.

L'observation participante devait avoir lieu dans l'entrepôt de L'Auberge des migrants : rencontrer les bénévoles et faire les ateliers de bénévolat (tri de vêtements par exemple). Un deuxième moment était prévu pendant lequel on devait aller sur le site de la zone industrielle, pour que les élèves puissent observer comment se matérialisent les signes de la frontière. Il était prévu qu'ils photographient les barbelés, les caméras, le grillage, les murs.

Et puis, il y avait un dernier moment que je n'avais pas mis dans le programme parce que je voulais leur faire la surprise : on devait rencontrer « Mamie Charge », une Calaisienne qui a habité pendant des années à côté de l'ancienne jungle, et qui laissait les réfugiés charger leurs téléphones portables dans son garage. Elle avait accepté de recevoir mes 25 étudiants pour faire un entretien, afin de mettre en pratique la troisième méthode.

Cette sortie était organisée dans le cadre d'un projet pédagogique intitulé « Exil et frontière » qui

recoupe le programme de philosophie, de culture antique et de théâtre. On était trois collègues à mener ce projet, on a mis deux mois à l'élaborer avec un budget de 4 000 euros, entièrement subventionné par l'établissement et ses partenaires. C'est un gros projet de recherche.

Comment s'est déclenchée la campagne de haine qui vous a visée ? Quelle était la teneur des menaces que vous avez reçues ?

[...] La suite à lire sur [le site de Mediapart](#)